

# ICT Update

Un bulletin d'alerte pour l'agriculture ACP

Numéro 90  
Février 2019



agriculture  
<http://ictupdate.cta.int>

**4/6** Des jeunes femmes entrepreneurs africaines expliquent comment elles promeuvent l'innovation agricole avec des drones et des technologies mobiles.

**10/14** WIBDI, une organisation de Samoa, explique comment elle s'appuie sur les technologies et les outils numériques; et Helen's Daughters décrit comment les TIC sont utilisés pour soutenir agrotourisme à St Lucia.

**19** Interview avec Fatma Ben Rejeb, CEO de PAFO qui décrit le rôle et l'importance de la femme dans la digitalisation de l'agriculture.



Les femmes et la  
digitalisation de  
l'agriculture

## Contents

- 2 **Comblent le gap entre les femmes et l'agriculture digitale**  
*Chipo Msengezi et Yentyl Williams*
- 4 **mAgri et la femme à la base de l'innovation**  
*Naledi Magowe*
- 6 **Des femmes aux commandes de drones : faire de l'exception une norme en Tanzanie**  
*Rose Funja*
- 8 **Au carrefour du genre et des données ouvertes**  
*Ana Brandusescu et Yentyl Williams*
- 9 **Développer l'agroécologie et des solutions durables basées sur les TIC**  
*Ezinne Merianchris Emeana*
- 10 **Le numérique, une opportunité pour relever les défis aux Samoa**  
*Gillian Stewart et Yentyl Williams*
- 14 **Le mariage entre agriculture numérique et tourisme, un tremplin pour les agricultrices de Sainte-Lucie**  
*Keithlin Caroo*
- 16 **Donner aux agricultrices les moyens d'accéder à l'information pour s'émanciper**  
*Dorothy Okello*
- 18 **Leadership féminin à la tête de l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs: stratégie intégrée de développement rural**
- 20 **Resources**

## ICT Update



Cette licence s'applique uniquement au numéro 89 d'*ICT Update* publié en janvier 2018. *ICT Update* est un bulletin imprimé bimestriel, également disponible en ligne (<http://ictupdate.cta.int>) et sous forme de newsletter envoyée par e-mail.

**Directeur de la rédaction** : Chris Addison

**Coordinatrice de la production** : Chipo Msengezi

**Éditrice Anglais**: Yentyl Williams

**Éditrice Français**: Alexandre Pengloan

**Mise en page** : Steers McGillan Eves Design Ltd

**Traduction française** : ISO Translation & Publishing

**Éditeur** : Le Centre technique de coopération agricole et rurale ACP-EU (CTA), Wageningen, Pays-Bas

Nous remercions la FAO pour la distribution d'*ICT Update* via le site web e-Agriculture ([www.e-agriculture.org](http://www.e-agriculture.org))

**Copyright** : ©2019 CTA, Wageningen, Pays-Bas

<http://ictupdate.cta.int/?lang=fr>



This license applies only to the *ICT Update* issue 86, January 2018.

# Comblent le gap entre les femmes et l'agriculture digitale

Chipo Msengezi et Yentyl Williams

La présence des femmes dans l'agriculture est une réalité statistique. En effet, les études démontrent qu'elles représentent aujourd'hui 40 % de la main-d'œuvre du secteur dans les pays ACP. Cependant, bien que leur contribution soit essentielle au développement de l'économie rurale et de la numérisation, l'écart entre les sexes continue de se creuser dans les TIC (Technologies de l'information et de la communication). Les agricultrices éprouvent ainsi des difficultés à accéder à l'information, aux produits et services financiers ainsi qu'aux marchés, en particulier dans les zones rurales. De plus, elles sont souvent tenues à l'écart de l'élaboration des politiques.

Le CTA a déjà soutenu, par le passé, des projets visant à aider les femmes du secteur dans les pays ACP, notamment dans l'accès aux marchés, au financement et d'autres services. En 2018, en coopération avec l'AWIEF (Africa Women Innovation and Entrepreneurship Forum, Forum des femmes africaines pour l'innovation et l'entrepreneuriat) et l'AWAN (African Women in Agribusiness Network, Réseau des femmes africaines dans l'agribusiness), le CTA a lancé une nouvelle initiative : VALUE4HER. L'objectif est de mettre en place un réseau intelligent qui utilise le pouvoir des TIC pour améliorer les liens avec les marchés, les chaînes d'approvisionnement et d'autres prestataires de services, notamment les partenaires financiers. VALUE4HER a également pour mission d'aider les femmes à créer des entreprises tout en tirant davantage de revenus des marchés agroalimentaires.

En parallèle, le CTA poursuit l'organisation de son concours Pitch AgriHack Talent afin de susciter l'esprit d'entreprise et de développer l'e-agriculture dans les pays ACP. Les femmes, qui constituaient 30 % des participants les années précédentes, sont de plus en plus investies. En 2017, leur présence a ainsi augmenté de 60 % !

En 2018, le CTA a mené une enquête sur le genre, la numérisation et l'agriculture, en association avec le Réseau des jeunes professionnels des ACP (ACP YPN, ACP Young Professionals Network). Elle faisait suite au rapport de 2002 sur le genre, les TIC et l'agriculture. Cette nouvelle étude démontre que, globalement, la fracture numérique persiste et certaines conclusions seront présentées dans ce numéro d'*ICT Update* sous la forme d'une infographie. Le rapport formule également plusieurs recommandations :

- S'assurer que les applications soient disponibles dans la langue maternelle des utilisateurs ;
- veiller à consulter les femmes lors de la conception des solutions numériques destinées à l'agriculture ;
- améliorer la formation des femmes sur le numérique ;
- intégrer la collecte de données ventilées par sexe dans

tous les projets ainsi que dans les statistiques nationales sur les TIC ;

- exploiter des plateformes de communication populaires comme WhatsApp afin de toucher un maximum de communautés et de femmes.

Ce numéro de ICT Update a été réalisé en partenariat avec le réseau ACP YPN. Ce réseau a commencé en 2014 un travail pour favoriser l'inclusion de jeunes experts dans l'élaboration des politiques au sein du partenariat UE-ACP et, depuis plus récemment, au niveau de l'ONU. Ses activités gravitent autour de trois piliers interdépendants :

- le commerce et l'agriculture ;
- l'environnement et le changement climatique ;
- l'éducation et l'emploi,

et trois thèmes transversaux structurent ses projets :

- l'entrepreneuriat des jeunes ;
- les femmes et l'égalité des sexes ;
- l'inclusion numérique et l'innovation.

Le réseau a ouvert de nouveaux espaces aux jeunes. Ils peuvent désormais communiquer directement avec des membres des parlements de l'UE et des pays ACP, notamment par le biais du Forum jeunesse des assemblées parlementaires paritaires ACP-UE, lancé en juin 2016. L'ACP YPN est en outre le seul réseau de jeunes associé au CESE (Comité économique et social européen). Il collabore en particulier avec le COLEACP (Comité de liaison Europe-Afrique-Caraïbes-Pacifique) et le CTA – les deux principales institutions actives dans le secteur de l'agriculture du cadre EU-ACP – afin de s'assurer que question des jeunes et de l'agriculture soit bien prise en.

Ce numéro est le fruit de la collaboration de deux jeunes femmes, l'une étant affiliée au CTA et l'autre à l'ACP YPN. Il est consacré aux trois catégories de femmes que nous avons identifiées : les « facilitatrices », les « utilisatrices » et les « femmes à la tête d'entreprises dans le secteur des TIC ».

Deux contributions concernent la catégorie des « femmes à la tête d'entreprises dans le secteur des TIC ». Nous avons d'abord rencontré Naledi Magowe, co-fondatrice et directrice marketing de Brastorne Enterprises, et ancienne lauréate du concours Agrihack organisé par le CTA, dont la plateforme mAgri, lancée initialement au Botswana, s'étendra dans les prochains mois à toute la région. Nous avons aussi eu la chance de nous entretenir avec Rose Funja, l'une des rares femmes pilote de drones. Elle expliquera comment elle cherche à ouvrir de nouveaux horizons pour les femmes dans le domaine des sciences, de la technologie, de l'ingénierie et des mathématiques (STEM), tant sur le terrain que dans des contextes académiques, à travers sa start-up Agrinfo.

Nous présenterons ensuite trois exemples d'« utilisatrices » qui ont recours à des outils et applications technologiques dans le cadre de leurs projets agricoles.

La contribution d'Ezinne Merianchris Emeana dévoilera la marche à suivre pour associer efficacement l'agroécologie et la technologie, ici au bénéfice des agricultrices du Nigeria. Gillian Stewart travaille quant à elle pour Women in Business, un organisme basé sur l'île samoane reculée de Savai'i. Elle expliquera comment les applications TIC permettent d'augmenter les revenus et d'améliorer le niveau de vie des communautés agricoles, même les plus isolées. Enfin, Keithlin Caroo évoquera son initiative Helen's Daughters, à Sainte-Lucie, qui fait le lien entre les secteurs du tourisme et de l'agriculture, au bénéfice des agricultrices, grâce à des outils technologiques novateurs.

Dans un troisième et dernier temps, nous présenterons les initiatives d'une série de « facilitatrices » qui s'appuient sur leurs réseaux pour donner aux agricultrices les moyens



d'utiliser les TIC et les impliquer dans l'élaboration des politiques.

Dorothy Okello, présidente de WOUNET (Women of Uganda Network, Réseau des femmes ougandaises), détaillera la façon dont une série d'initiatives ciblées sur les femmes dans l'agriculture et des partenariats multipartites participent à l'amélioration des revenus et de la productivité. Fatma Ben Rejeb, PDG de la PAFO (Pan African Farmers Organisation, Organisation panafricaine des agriculteurs), dans une interview exclusive, nous parlera de la stratégie de développement rural intégré de l'organisation et expliquera comment les femmes des régions rurales y sont complètement associées. Enfin, Ana Brandusescu et sa collègue Nnenna Nwakanma de la Web Foundation, ainsi que leurs partenaires, se pencheront sur leur récent rapport *Les données ouvertes profitent-elles aux femmes en Afrique ?* dans lequel elles exposent les problématiques liées à une culture des données fermée.

Ces différentes contributions feront découvrir aux parties prenantes plusieurs initiatives pertinentes centrées sur les femmes dans l'agriculture. L'ambition est de mettre en lumière l'immense potentiel des technologies et de l'innovation dans la réduction d'une fracture numérique qui fait encore obstacle au développement des femmes en milieu rural. ●



#### À propos des auteurs

##### Chipo Msengezi

est coordinatrice de projet au CTA pour l'action GODAN (Global Action Data for Agriculture and Nutrition, Données ouvertes mondiales pour l'agriculture et la nutrition), mise en œuvre dans le cadre du programme Data4Ag.

**Yentyl Williams** est une entrepreneuse sociale qui a créé le réseau ACP YPN (Africa, Caribbean and Pacific Young Professionals Network, Réseau des jeunes professionnels d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

# mAgri et la femme à la base de l'innovation

Naledi Magowe



En bas et à droite: Le personnel de mAgri faisant de la promotion et de la sensibilisation

**Naledi Magowe**, une jeune entrepreneure du secteur de l'agro-technologie, partage son expérience de création de sa jeune entreprise Brastorne Enterprises et de l'impact croissant de son application mobile, mAgri, au Botswana, ainsi que ses projets d'expansion.

**B**rastorne Enterprises, entreprise possédée par des jeunes et dirigée par des femmes, travaille au développement de solutions efficaces et adaptées pour le marché africain. Son objectif est d'offrir l'équité des chances aux communautés rurales et mal desservies. La cofondatrice, Naledi Magowe, très impliquée dans la réduction de la fracture numérique en milieu rural, a gagné une reconnaissance internationale grâce à son projet mAgri et sa première place au concours Pitch AgriHack du CTA en 2016.

Sa fameuse application, mAgri, est un service USSD (Unstructured Supplementary Service Data, Données de services supplémentaires non structurées) qui permet aux agriculteurs de profiter d'informations et de conseils précieux, d'accéder aux marchés et de bénéficier de moyens de communication bon marché. Pour les communautés d'agricultrices isolées du Botswana, par exemple, il s'agit d'un bien inestimable. « *La décision de lancer mAgri est venue de notre ambition de connecter les non-connectés, coûte que*

*coûte* » précise Naledi Magowe. « *Il y a beaucoup de femmes qui ont besoin, comme tout le monde, d'informations, d'opportunités et de moyens de communication simples et rapides pour avancer. Ces personnes désirent faire partie de l'économie numérique et avoir accès à internet, mais elles n'en ont pas la possibilité.* » Naledi a réalisé que la majorité de ces personnes « non connectées » tiraient leurs revenus de l'agriculture et n'avaient pas à disposition les outils numériques nécessaires pour développer et améliorer leur activité. Elle a ainsi décidé de se focaliser sur ces communautés agricoles démunies dans son projet.

Naledi explique que son principal défi a été d'identifier une ressource déjà accessible au plus grand nombre tout en fournissant un service efficace et abordable. Pour 0.75 € (9 pulas) par mois, les abonnés ont accès à des renseignements sur les prix du marché, à des conseils sur les pratiques agricoles ainsi qu'à des informations météorologiques. En seulement deux ans, mAgri a convaincu 500 000 personnes d'essayer la plateforme au moins une fois et ils sont aujourd'hui plus de 350 000 utilisateurs actifs. L'application a bénéficié d'une promotion classique (publicités à la radio et à la télévision) mais ce sont toutefois les campagnes SMS qui ont le mieux fonctionné avec 10 000 nouveaux usagers séduits dès le premier mois. Naledi se rappelle : « *Nous n'avions pas anticipé un tel succès, mais nous avons vite compris que nous étions en train de faire le buzz.* »

Elle se souvient également des difficultés rencontrées pour trouver des fonds : « *Nous avons rencontré des problèmes de liquidités au départ et nous ne disposions donc pas des sommes nécessaires pour commercialiser le service dans les meilleures conditions.* » Des partenariats stratégiques ont ainsi été déterminants pour faire décoller le projet. En 2017, Brastorne Enterprises a entamé une collaboration avec Orange Botswana. Le géant des télécommunications a aidé l'entreprise à élargir ses services, tout en développant de nouvelles fonctionnalités pour mAgri afin de faire grossir son audience. Parallèlement, un partenariat avec le ministère de l'Agriculture botswanaïse lui permet de transmettre aux agriculteurs les conseils et dernières bonnes pratiques en date sur leur métier.

Aujourd'hui, la plateforme compte davantage de femmes (55%) que d'hommes parmi ses utilisateurs et plus de 60% de





ses boutiques mobiles sont tenues par des femmes. De plus, selon Naledi, les femmes sont également plus impliquées dans les activités de proximité. Le succès de mAgri s'explique aussi par la disponibilité du contenu en tswana, la langue officielle du Botswana et celle privilégiée par les femmes en milieu rural. En effet, comme le souligne Naledi : *« L'application devait être pertinente pour nos utilisateurs finaux et donc être la plus inclusive possible. »*

Le succès de mAgri préfigure un déploiement à travers l'Afrique de l'Ouest et les pays francophones du continent, en commençant par Madagascar, la Côte d'Ivoire et le Cameroun. Naledi se rappelle des retombées positives générées par sa victoire au concours Pitch AgriHack du CTA : *« Remporter l'AgriHack a eu un impact énorme sur notre travail et notre vision. J'ai appris beaucoup de choses qui m'ont permis d'élargir mon horizon et de faire évoluer le service. »* Elle a notamment obtenu un soutien stratégique pour son projet : *« Les conférences et les ateliers m'ont permis de rencontrer des personnes qui ont contribué au développement de mAgri à l'international et avec lesquelles nous avons noué des relations précieuses et pérennes. Certaines d'entre elles ont offert leurs conseils, facilité les liens avec les décideurs et suivi nos progrès. »*

Fort de toutes ses expériences, elle souhaite faire passer un message aux femmes intéressées par les TIC (Technologies de l'information et de la communication) et l'agriculture : *« Nous vivons une époque passionnante. Beaucoup d'entre nous refusent d'être ignorées, nous faisons entendre nos voix et nous persévérons, malgré les difficultés inhérentes au fait d'être une femme dans un secteur dominé par les hommes comme les TIC. Soyez courageuses, et transformez les barrières et défis en opportunités pour montrer le meilleur de vous-mêmes et influencer le plus possible sur le monde grâce à votre travail. Même si le monde ne changera pas en un jour, vous aiderez d'autres femmes à se persuader qu'elles aussi peuvent réaliser leurs rêves. »* ●



#### À propos de Naledi Magowe:

Naledi a cofondé Brastorne Enterprises, la société qui a mis au point la fameuse application mAgri au Botswana.

# Des femmes aux commandes de drones : faire de l'exception une norme en Tanzanie

Rose Funja

Une jeune femme africaine prospère et développe son activité dans le domaine des drones et de la science des données (domaine à prédominance masculine).

**Rose Funja** œuvre à la promotion de la participation des jeunes femmes aux STEM.

**R**ose est une pilote de drone renommée dans son pays, la Tanzanie, et même dans tout le continent africain. Pionnière dans son domaine, elle est aussi la fondatrice et directrice générale d'Agriinfo, une entreprise sociale au sein de laquelle elle forme d'autres femmes et jeunes filles au pilotage des drones. Son histoire est un véritable modèle de réussite : comme la plupart des entrepreneurs à succès, Rose a d'abord identifié un défi à relever, ici, l'accès aux outils numériques et aux filières STEM (*Science, Technology, Engineering and*

*Mathematics, science, technologie, ingénierie et mathématiques*) pour les femmes. Même si elle affirme avoir lancé son entreprise « par accident », elle avait remporté l'édition 2013 du concours Agrihack, obtenant ainsi une visibilité inédite. Avec son équipe, ils avaient ensuite décroché une deuxième place dans un concours régional, assortie du bénéfice d'un mentorat dans un centre d'innovation. Enfin, en moins d'un an, Rose avait intégré le programme Mandela Washington Fellowship et gagné une subvention de démarrage allouée par le Département d'Etat américain après avoir participé à l'initiative YALI (Young African Leaders Initiative) dans le cadre du projet « She Codes for Change » en 2014.

Rose a obtenu d'autres subventions qui lui ont permis de développer le programme « She Codes for Change » et de l'élargir aux communautés urbaines comme rurales, en ciblant aussi bien les jeunes étudiantes que les enseignantes. Elle a récemment étendu cette formation STEM au sein du réseau Impact Hubs et elle a été une force motrice dans le projet ayant permis l'ouverture du premier Impact Hub destiné aux jeunes filles en Tanzanie. Malgré ses succès, Rose n'a pas perdu de vue sa principale priorité : aider les femmes et les jeunes filles à développer leurs compétences. Elle n'oublie jamais qu'il n'y avait que deux autres filles dans sa classe d'enseignement secondaire. Plus tard, à l'université, elles étaient également très peu de femmes à suivre des cours de STEM. Lorsqu'elle est devenue enseignante, à l'Université de Bagamoyo, rien n'avait changé. Et les obstacles à surmonter pour les femmes dans leur quête d'émancipation dépassent largement le cadre de la salle de classe et des formations.

Être la seule femme pilote de drone lui rappelle constamment ces défis, qui vont de la délicate préparation pour une mission de terrain dans une zone éloignée au risque de se retrouver coincé à cause d'une panne de véhicule. Il est également difficile de travailler avec des communautés dans lesquelles les femmes ne participent





pas activement aux discussions ni aux prises de décisions, alors qu'elles jouent un rôle fondamental dans le développement agricole. Rose explique que sa présence en tant que responsable principale lors de ces visites sur le terrain contraste sensiblement avec la position de ces femmes laissées de côté. « Je suis idéalement placée pour savoir quelles sont les interventions les plus efficaces tout en veillant à ce que la communauté soit impliquée, comprenne le travail accompli et la manière dont elle peut en tirer parti, précise-t-elle. S'il est vrai que le pilotage de drones est un domaine essentiellement masculin, comme la plupart des carrières dans les STEM, je crois que c'est également une opportunité pour les rares femmes qui tirent leur épingle du jeu car elles deviennent alors une priorité. »

Rose ouvre la voie à la féminisation de la profession. A travers ses nombreuses expériences – dans le monde universitaire en Afrique et en Asie ou en tant qu'entrepreneuse sociale –, elle a été en contact avec les technologies de l'information et de la communication (TIC) et les femmes dans différents contextes. Elle estime qu'il faut en faire plus pour faciliter l'accès des femmes aux outils numériques. Selon elle, « le développement d'applications offre des opportunités à ceux qui ont déjà un téléphone. Il est donc essentiel qu'elles puissent avoir accès à la téléphonie. L'électrification des zones rurales et les sources d'énergie renouvelables sont des leviers qui sont actuellement explorés, mais pas au maximum ». Elle souligne cependant que le paramètre financier reste un problème crucial et un obstacle pour les femmes. Elle observe également que les sources d'énergie alternatives, comme l'énergie solaire, peuvent faciliter l'accès des femmes aux outils numériques.

Forte de sa vaste expérience, Rose peut se reposer sur une solide compréhension des enjeux actuels. Elle ajoute :

« Quand j'enseignais, je mettais généralement l'accent sur deux choses : l'aspect pratique des connaissances transmises à l'université, d'une part, et l'utilisation de ces connaissances pour résoudre des problèmes réels et concrets, en particulier au sein de la communauté vivant autour de l'université, d'autre part. En ce qui me concerne, j'aime penser que je suis partie du monde universitaire pour finalement travailler sur des problèmes de terrain. Je me suis concentrée sur le secteur de l'agriculture car il emploie 75 % de la population tanzanienne. »

Alors qu'elle travaille au lancement du premier Impact Hub de Tanzanie spécialement dédié aux jeunes filles, Rose souhaite adresser un message simple à la nouvelle génération de femmes impliquées dans les TIC : « Si d'autres l'ont fait avant vous, vous pouvez aussi y arriver. D'après les statistiques, les femmes gèrent la plupart des tâches ménagères et constituent l'essentiel de la main-d'œuvre agricole. La technologie nous offre la possibilité d'automatiser les procédés et de mieux comprendre nos activités. L'agriculture n'échappe pas à la règle. » Elle insiste enfin sur la façon dont les défis peuvent être transformés en opportunités : « Ce sont souvent les personnes les plus touchées, ici les femmes, qui trouvent les solutions pour remédier aux problèmes rencontrés. Voilà pourquoi il est essentiel de prendre part au débat [...], d'être en première ligne pour relever les défis avec notre arme ultime : la connaissance. » ●

#### À propos de Rose Funja:



Rose est fondatrice et directrice générale d'Agriinfo Limited et cofondatrice de l'entreprise sociale She codes for change. <http://www.agriinfo.co.tz/>

# Au carrefour du genre et des données ouvertes

Ana Brandusescu et Yentyl Williams

Les données ouvertes sont des données accessibles à tous, qui sont utilisées et partagées par tout le monde. Un meilleur accès aux données ouvertes peut aider les populations à façonner un avenir plus durable, à l'aide de solutions fondées sur des données probantes, tout en contribuant à une prise de décisions plus transparente. Mais pour exploiter pleinement le potentiel des données ouvertes, tout le monde doit pouvoir y accéder et les utiliser. Apprenez-en plus sur l'enquête de la Web Foundation, qui a cherché à savoir si les Africaines profitent aussi des données ouvertes.

L'accès aux données ouvertes permet aux acteurs du secteur agricole de prendre des décisions basées sur des informations plus précises et probantes. Ils peuvent ainsi développer des approches tenant compte de la dimension du genre afin d'améliorer l'efficacité générale du secteur et contribuer à répondre au défi de la sécurité alimentaire. Le potentiel des données ouvertes est immense : elles peuvent influencer positivement sur les politiques, les économies et les sociétés. Toutefois, rares ont été les initiatives soutenues par des gouvernements, la société civile ou des bailleurs de fonds, qui se sont intéressées à l'utilisation de ces données pour répondre spécifiquement aux besoins des femmes. Pour avoir un impact optimal, les données doivent être accessibles et utilisées par tous. Or, ce n'est pas le cas en Afrique où un écart significatif existe entre hommes et femmes dans les différents usages de la donnée.

En mai 2018, Ana Brandusescu, de la Web Foundation, a organisé un webinaire pour le groupe de travail GODAN (Global Open Data for Agriculture and Nutrition, Données ouvertes mondiales pour l'agriculture et la nutrition) sur le développement des capacités au cours duquel elle a abordé la thématique du « carrefour entre le genre et les données ouvertes ». Ce webinaire a précédé la publication d'un rapport co-écrit avec Nnenna Nwakanma, directrice des politiques par intérim, en collaboration avec des experts africains sur le genre, les droits numériques et les données ouvertes – AfroLeadership, BudgIT, Open Data Durban et WOUNGNET (Women of Uganda Network). Intitulé *Is open data working for women in Africa* (Les données ouvertes profitent-elles aux femmes en Afrique ?), ce rapport établit un état des lieux complet à l'échelle du continent. Il s'appuie sur des études réalisées au Nigeria, au Cameroun, en Ouganda et en Afrique du Sud, ainsi que sur un sondage réalisé auprès d'experts de 12 pays africains. Très détaillée, cette publication identifie les quatre principaux défis à relever pour sortir de cette approche cloisonnée :

(1) Le rapport a mis en lumière une culture des données « fermées » en Afrique. Il explique que « la plupart des pays n'ont pas une culture ouverte. Les législations et processus en place ne sont pas favorables à l'égalité des sexes. La résistance institutionnelle au décloisonnement des données fait que peu de pays initient des politiques et projets sur cette problématique au niveau national.

(2) L'accessibilité des données est également perçue comme un défi : « Les réalités culturelles et sociales compliquent encore plus l'accès des femmes aux données et leur participation au secteur de la technologie. En Afrique, un gigaoctet de données mobiles coûte en moyenne 10 % du revenu mensuel moyen. Ce coût prohibitif exclut de fait les femmes dont les salaires sont moins élevés que ceux des hommes. »

(3) Le manque de données nuit à l'objet même de l'enquête sur les femmes et les données. Comme le précise l'auteur, « presque tous les jeux de données en Afrique subsaharienne (373 sur 375) sont fermés, et les données ventilées par sexe, quand elles sont disponibles en ligne, ne sont souvent pas publiées en tant que données ouvertes. De plus, lorsqu'elles existent, elles restent souvent à l'état de projet. »

(4) La recherche dans ce domaine, lacunaire, est aussi un problème. Ana et ses co-auteurs observent : « Il n'y a pas suffisamment de financement, de collaboration et de défenseurs des données ouvertes. Les groupes de femmes, les organismes spécialisés en droit numérique et les experts du genre collaborent rarement sur les questions liées aux données ouvertes et au genre. »

Le rapport comme le webinaire soulignent la nécessité d'une approche collaborative. Pour le Web Foundation, la clé est : « Développer une culture fondée sur l'accès aux données ouvertes pour tous, en particulier les femmes (...), [dans laquelle] les acteurs de la société civile du secteur des technologies et de l'égalité des sexes unissent leurs forces et collaborent avec le gouvernement et le secteur privé pour faire de cette culture une réalité. »

Le rapport souligne aussi cette réalité, à savoir qu'en 2018, « les femmes sont moins connectées à Internet que les hommes ; sont moins susceptibles d'être consultées pour l'élaboration de politiques et initiatives sur les données ; sont sous-représentées parmi les experts des données ; et sont souvent écartées des statistiques officielles<sup>1</sup> ». Néanmoins, aborder le sujet de manière proactive pourrait déboucher sur une nouvelle approche collaborative, qui utiliserait le carrefour entre le genre et les données ouvertes pour initier un débat sur l'état actuel des données publiques et les possibilités pour améliorer la situation. Idéalement, les femmes devraient pouvoir utiliser les données ouvertes pour s'émanciper. Quant aux gouvernements, ils doivent également les exploiter pour aider les femmes et renforcer l'engagement de l'état envers ses citoyens. ●



## À propos des auteurs

**Ana Brandusescu** est chargée de la

recherche et des politiques, World Wide Web Foundation. <https://webfoundation.org/>

**Yentyl Williams** est une entrepreneuse sociale qui a créé le réseau ACP YPN (Africa, Caribbean and Pacific Young Professionals Network, Réseau des jeunes professionnels d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).

## Référence

<sup>1</sup> <https://opendatabarometer.org/4thedition/report/>

# Développer l'agroécologie et des solutions durables basées sur les TIC

Ezinne Merianchris Emeana

**Ezinne Merianchris Emeana** chercheuse à l'université de Coventry, a expliqué comment l'application SmartAgroecology encourage le partage des connaissances et des compétences agro-écologiques entre les agricultrices et les agents de vulgarisation au Nigéria dans le but de les aider à atteindre une production et une subsistance durables.

Le Nigeria est l'un des nombreux pays engagés actuellement dans une transition vers l'agroécologie. Il s'agit de l'application de processus verts aux systèmes de production agricole afin de les rendre plus durables, efficaces et respectueux de l'environnement. Comment ? En s'appuyant sur des méthodes utilisant les ressources naturelles et ne dépendant que peu – voire pas du tout – de l'agrochimie pour produire des denrées alimentaires destinées à la consommation humaine et animale, tout en réduisant l'impact sur les écosystèmes. Ce virage a pris une dimension numérique au Nigeria avec l'arrivée de l'application SmartAgroecology. Elle vise à favoriser le partage des connaissances en agroécologie afin d'aider les agriculteurs à assurer leur subsistance tout en mettant en place une production durable, grâce à des pratiques adaptées et un usage optimal des terres.

SmartAgroecology offre une alternative durable à la communauté agricole dans un pays soumis à l'insécurité alimentaire et dans lequel prédomine la culture de subsistance. L'application, téléchargeable depuis différentes plateformes en ligne, a été conçue pour encourager les échanges entre les agriculteurs, ainsi qu'entre les agriculteurs et les agents de vulgarisation. Les informations transmises concernent la gestion et les pratiques avant et après la plantation, les techniques à appliquer avant et après la récolte, et incluent des renseignements sur le marché du bio ainsi que les prix des produits de base.

L'agroécologie est une discipline fondée sur un vaste socle de connaissances. Des agriculteurs, hommes et femmes, ont ainsi été mobilisés dans le cadre du programme Village Adopté (sud-est du Nigeria) et de l'organisme NAERLS (National Agricultural Extension and Research Liaison Services) afin de mettre en commun leurs savoir-faire. Ils ont pu partager leurs connaissances en matière de

fertilité des sols ou d'amélioration des cultures (rendements, durabilité, etc.) par l'intermédiaire de la plateforme mobile, tout en accédant en même temps à de précieuses informations mises à jour avec l'aide des vulgarisateurs.

Le déploiement de l'application a mis en évidence les inégalités entre sexes dans l'accès et l'usage des technologies mobiles. Les développeurs ont notamment remarqué que les femmes, contrairement aux hommes, étaient plus impliquées dans l'agriculture vivrière que dans l'agriculture commerciale et avaient, en conséquence, moins d'argent à investir dans des services mobiles. Les hommes, en plus de disposer de ressources financières supérieures, connaissaient et maîtrisaient mieux les technologies de l'information et de la communication (TIC) : ils étaient donc davantage susceptibles d'utiliser une application comme SmartAgroecology que les femmes. En résumé, les principaux freins à l'adoption de l'application étaient le degré d'analphabétisme, le faible niveau de revenu et le manque de compétences en TIC. Au final, ces facteurs déterminaient si les femmes pouvaient ou non avoir accès au service et en tirer profit.

Malgré ces barrières, les femmes ont affiché un réel enthousiasme vis-à-vis de SmartAgroecology dès lors qu'elles étaient bien informées et sensibilisées aux opportunités. Les développeurs en ont tiré trois leçons importantes :

- 1) Il est essentiel d'offrir aux agricultrices des formations sur les TIC afin qu'elles puissent contrôler elles-mêmes leurs besoins en information, notamment sur les méthodes agroécologiques, qui leur permettront d'améliorer les rendements et les rapports coût/efficacité.
- 2) Il importe de bien former les formateurs. Objectif : garantir la cohérence comme la bonne compréhension, et veiller ainsi à simplifier l'usage de la technologie pour les agriculteurs.
- 3) Les rencontres physiques restent le moyen de contact privilégié entre les agriculteurs et le personnel de vulgarisation, en grande partie à cause du coût élevé des connexions Internet. Cette réalité impacte logiquement l'adoption (et le téléchargement) de l'application.

La majorité des agriculteurs africains pratiquent une agriculture de subsistance – le taux le plus élevé au monde selon les données dévoilées par l'ONU en 2017. Il est donc fondamental de fournir à ces personnes les moyens de mettre en place des pratiques agricoles durables. Les méthodes indigènes n'étant plus suffisantes, l'agroécologie offre une alternative de choix aux pratiques conventionnelles et/ou industrielles. A l'heure où le monde devient numérique et se trouve confronté à des défis tels que l'insécurité alimentaire et le changement climatique, il est nécessaire de cibler les agricultrices pour les aider dans le cadre des formations. Ainsi, elles pourront également avoir accès aux applications, informations et processus qui leur permettront de singulièrement améliorer leur mode de vie. ●



## À propos de l'auteur

**Ezinne Merianchris Emeana** est actuellement doctorante au CAWR (Centre for Agroecology,

Water and Resilience, Centre pour l'agroécologie, l'eau et la résilience) à l'Université de Coventry, au Royaume-Uni. Elle était auparavant impliquée dans la recherche et agent de vulgarisation au ministère fédéral nigérian de l'Agriculture et du Développement rural.

# Le numérique, une opportunité pour relever les défis aux Samoa

Gillian Stewart et Yentyl Williams

**Gillian Stewarts** de WIBDI, explique comment l'organisation utilise les TIC pour soutenir un groupe de producteurs biologiques (agriculture familiale) du Samoa qui génèrent des revenus et de l'épargne grâce à la production.

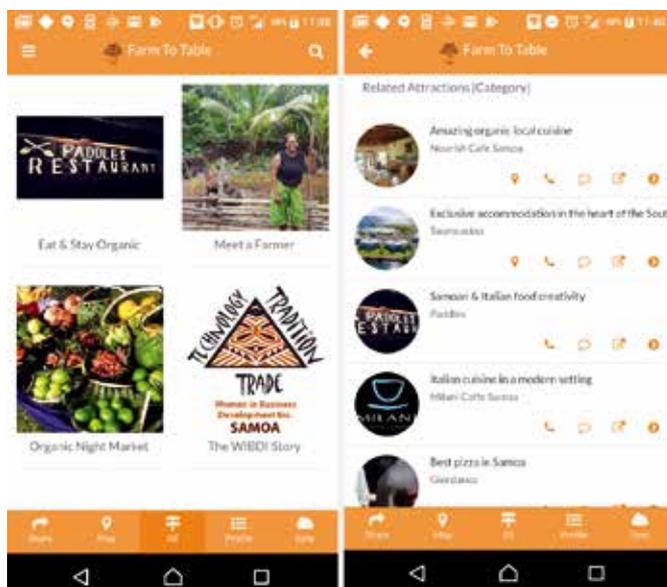
**G**illian Stewart est la directrice des programmes de Women in Business Development Incorporated (WIBDI), une organisation basée aux Samoa, sur la plus grande île de l'archipel, Savai'i. Elle se remémore son arrivée : « Je ne sais pas si c'était un hasard ou simplement le destin. J'étais très impressionnée par le travail de WIBDI. Tout a commencé par une simple conversation avec la directrice exécutive qui voulait savoir si je souhaitais travailler avec eux. J'ai ensuite été envoyée sur le terrain, dans le cadre d'un projet de renforcement des capacités pour aider 520 familles vivant sur une île et 250 résidant sur une autre. »

Parmi ses projets, WIBDI gère notamment un groupe de cultivateurs certifiés biologiques composé de 750 familles

qui dépendent entièrement financièrement de la production agricole. Gillian travaille depuis 27 ans avec des familles et d'immenses avancées ont été réalisées en matière d'emploi et de génération de revenus. Toutefois, elle souligne que le principal défi demeure le « manque d'opportunités ». Savai'i est isolée et cette situation géographique représente un obstacle majeur dans l'accès aux nouvelles technologies.

Avec le soutien du CTA, Gillian a pu identifier les opportunités numériques offertes à la communauté. A partir de là, WIBIDI a développé une application « de la ferme à la table ». L'objectif est de mettre directement en relation les consommateurs avec les produits frais cultivés par des familles d'agriculteurs locaux. WIBIDI opère à partir d'un modèle qui cherche à maintenir l'équilibre entre le respect des cultures et traditions d'un côté, et la mise en place d'un solide dispositif commercial de l'autre. Par exemple, dans la production de cacao, les femmes assurent habituellement la torréfaction et la fabrication de la pâte. Les hommes, quant à eux, les assistent dans cette tâche qui réunit finalement

Ci-dessous:  
L'application Farm To Table de WIBDI. Une Samoane transformant du cacao





toute la famille. L'introduction des outils numériques dans l'équation leur permet de passer la vitesse supérieure. Gillian explique : « Les tablettes comme le système de base de données ont été extrêmement utiles, et le développement de l'application "de la ferme à la table" se poursuit à l'heure où nous parlons. »

WIBDI a signé des contrats et noué des partenariats importants qui lui permettent aujourd'hui de continuer sa mission de soutien aux familles vulnérables. L'organisation travaille avec de nombreux produits, dont le cacao, l'huile de coco ou le thé, qu'elle vend à l'entreprise Body Shop au Royaume-Uni ainsi qu'à différentes firmes en Nouvelle-Zélande. Selon Gillian, « il était important d'amener les entreprises de l'extérieur sur place. Nous souhaitons mener des projets qui incluent le respect de la culture et de la tradition. Nous ne pouvons pas simplement aller dans les villages et agir selon notre idée. Nous devons passer par le système des chefs. Il s'agit d'une culture orale : nous devons discuter de beaucoup de choses en face-à-face mais cela permet d'établir des relations de travail solides et de collaborer efficacement dans une perspective durable ».

Selon Gillian, si les nouvelles possibilités offertes pour développer les activités sont enthousiasmantes, certains problèmes doivent encore être résolus : « A l'arrière-plan, nous devons améliorer les connaissances en matière de finance, favoriser l'esprit d'entreprise et sensibiliser au fait que l'agriculture est un secteur professionnel respectable et honorable. Il faut faire évoluer les mentalités, tout en veillant à ce que la qualité et la ponctualité soient perçues comme essentielles. »

Une rencontre avec Gillian est un moment fort : archétype de la passionnée, elle déploie toute son énergie pour trouver des solutions et surmonter les obstacles liées à l'isolement de son île située au milieu du Pacifique, dont l'accès aux TIC (Technologies de l'information et de la communication) est fortement limité. Confrontée à de multiples contraintes – lenteur des connexions, coût élevé et caractère limité des données –, elle fait preuve de ténacité et se concentre sur les opportunités de créer des débouchés commerciaux fiables. Par exemple, elle travaille actuellement, avec l'organisation, au développement de l'agritourisme sur l'île « Cela permet aux touristes, - qui la

*Pour Gillian, bien que les outils numériques soient souvent considérés comme une opportunité, l'accès à la technologie reste un problème crucial à solutionner afin de mettre à profit les opportunités.*

plupart du temps explorent les zones urbaines - d'expérimenter la tradition et l'authenticité au contact des familles samoanes. Ils fabriquent leur propre chocolat ou pressent de l'huile de coco >> explique Gillian << Les locaux peuvent bénéficier du soutien de WIBDI pour acheter des ordinateurs portables et des téléphones. Le but est de s'appuyer sur la technologie et l'innovation pour aider au mieux nos familles. » Nous avons eu l'occasion de rencontrer Gillian en personne lors des Journées européennes du développement en juin 2018, à Bruxelles. Elle se réjouissait de retourner à Savai'i afin de poursuivre sa mission : transformer les défis en opportunités grâce au fascinant potentiel du numérique. ●

#### À propos des auteurs



**Gillian Stewart**  
directrice de  
programme au sein  
de l'organisation

Women in Business Development  
Incorporated (WIBDI).

<https://www.womeninbusiness.ws/>

**Yentyl Williams** est une entrepreneuse sociale qui a créé le réseau ACP YPN (Africa, Caribbean and Pacific Young Professionals Network, Réseau des jeunes professionnels d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique).



# GENRE, NUMÉRISATION ET AGRICULTURE

Résultats d'une enquête sur les perceptions du genre, de la numérisation et de l'agriculture.

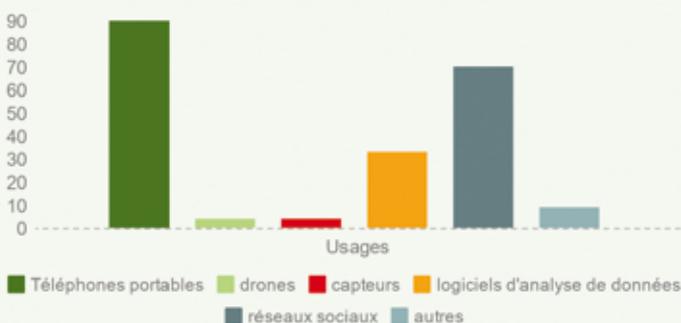
225 répondants ont participé à l'enquête



- ✓ 44 % étaient des femmes  
55 % étaient des hommes
- ✓ 45 % étaient des jeunes âgés de 18 à 35 ans
- ✓ Plus des deux tiers des répondants (72 %) avaient un emploi

## Usages

Utilisation par les femmes des outils et technologies numériques pour l'agriculture en %



Moins de 5% des femmes enquêtées utilisent les drones ou senseurs contre 10% d'hommes.

## Utilisation des réseaux sociaux pour des activités relatives à l'agriculture

- 87% utilisent Facebook
- 84% utilisent Whats App
- 72% utilisent LinkedIn
- 54% utilisent Twitter

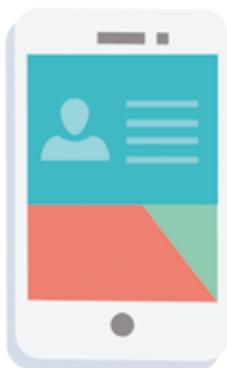
“Facebook et Twitter me permettent d'échanger en ligne avec d'autres acteurs de premier plan sur les questions relatives à l'agriculture.”

*Répondante de la région du Pacifique*



Moins de **40 %** des hommes et des femmes utilisent **Instagram** et moins de **10 %** ont recours à d'autres outils, dont **YouTube, Flickr, Pinterest**, d'autres réseaux mobiles et listes de diffusion

## Obstacles



**75%**

des personnes interrogées estiment qu'elles utiliseraient davantage les applications mobiles si elles étaient disponibles dans leur langue maternelle

**95%**

95 % des répondants ressentent le besoin de mettre régulièrement à jour leurs compétences numériques

## Politiques



01 Plus de **80 %** des personnes interrogées ne connaissent pas la stratégie de leur pays dans le domaine des TIC/e-agriculture et les dispositions prises en faveur des femmes



02 Près de **70 %** des sondés estiment qu'il est toujours plus difficile pour les femmes que pour les hommes d'intégrer les processus d'élaboration des politiques dans le domaine des TIC

*"Les femmes sont généralement sous-représentées dans l'élaboration des politiques - le secteur des TIC ne fait pas exception"*

*Réponse d'une femme africaine*

03

Trois facteurs clés ont été identifiés afin de promouvoir l'accès des femmes des régions rurales aux TIC :

**01**

**Renforcement des capacités :**  
Offrir aux femmes davantage de possibilités de formation dans le numérique

**02**

**Accès et participation :**  
Mener une analyse comparative entre les sexes afin d'identifier la meilleure manière d'utiliser les TIC pour améliorer les pratiques actuelles

**03**

**Viabilité économique, sociale et environnementale :**  
Encourager une participation plus active dans les projets et l'utilisation d'outils numériques en concevant des initiatives créatrices de revenus qui ont un impact immédiat sur le niveau de vie des femmes

# Le mariage entre agriculture numérique et tourisme, un tremplin pour les agricultrices de Sainte-Lucie

Keithlin Caroo

Ci-dessous: une des agricultrices participant au projet Helen's Daughters.

**Keithlin Caroo** est la fondatrice de l'association à but non lucratif Helen's Daughters, basée à Sainte-Lucie. Le projet a vu le jour en 2006 après avoir été récompensé par le programme Empower Women Champions for Change de l'Organisation des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des Femmes (ou ONU Femmes)

**H**elen's Daughters est une entreprise à vocation sociale dont l'objectif est de mettre directement en relation des petites productrices et l'industrie hôtelière. Elle est née de la conviction qu'il fallait aider ces femmes habitant des zones rurales à utiliser des techniques agricoles adaptatives, renforcer leurs capacités et améliorer leur accès aux marchés.

Longtemps connue comme la « capitale de la banane » des Caraïbes, Sainte-Lucie a été touchée de plein foudroyant par

l'effondrement du prix de son « or vert » au tournant du 21<sup>e</sup> siècle. Cette crise économique a fortement impacté tous les producteurs du pays, quel que soit leur genre. Toutefois, les initiatives façonnées pour relancer le marché par la suite n'ont impliqué que les hommes. En effet, l'agriculture étant largement perçue comme une « affaire d'hommes », les femmes ont été laissées de côté. Cette représentation est pourtant fautive. Par exemple, sur le marché de Castries (la capitale du pays et le plus grand marché de l'île), 90% des vendeurs sont des femmes et la plupart d'entre elles sont également productrices. Cette perception erronée a tenu les agricultrices à l'écart des marchés et elles doivent parfois vendre leurs produits sous un nom d'emprunt – celui de leur époux ou d'un parent de sexe masculin – car elles ne disposent pas des certifications nécessaires.

Ces inégalités entre sexes ne concernent pas uniquement l'agriculture mais toute la population active de l'île. Le taux de chômage des femmes (24,7%) est ainsi supérieur à celui des hommes (20,1%). Par ailleurs, les femmes, dont beaucoup travaillent dans le secteur agricole, possèdent les deux tiers des petites entreprises à Sainte-Lucie.

Helen's Daughters souhaite appuyer l'agriculture numérique tout en donnant aux femmes des régions rurales les moyens d'améliorer le système agroalimentaire et touristique. Dans cette optique, l'association coopère avec l'Université de la Colombie-Britannique (UBC, The University of British Columbia) pour fournir aux agricultrices des capteurs de sol qui recueillent des données sur leurs parcelles (ensoleillement, humidité du sol, température au sol et en surface). Ces informations sont consultables sur un tableau de bord en ligne qui permet à Helen's Daughters d'effectuer un suivi à distance et de délivrer des conseils agronomiques personnalisés, traduits en langue créole. Ces recommandations sont transmises grâce à un système vocal interactif (SVI) accessible à partir d'un smartphone ou d'un téléphone mobile classique. Les premières agricultrices bénéficiaires de la solution suivent en outre une formation qui leur permettra d'analyser elles-mêmes les données recueillies et de les utiliser directement pour améliorer leur activité.

En parallèle, Helen's Daughters travaille sur d'autres projets comme la création d'un site e-commerce qui permettra aux hôteliers de s'approvisionner facilement en produits locaux





*Helen's Daughters permet non seulement aux agricultrices d'accéder au digital, mais les place également à la pointe des techniques agricoles modernes à Sainte-Lucie.*

sans passer par différents intermédiaires. Pour les agriculteurs, il est primordial d'avoir accès au marché hôtelier, l'industrie touristique étant en plein essor à Sainte-Lucie avec 1,1 million de visiteurs en 2017. Il y a cependant un paradoxe : la plupart des fruits et légumes sont aujourd'hui importés et seuls 42% d'entre eux seraient d'origine locale selon les statistiques. L'île doit ainsi faire face à une lourde facture d'importation (360 millions \$ en produits alimentaires, soit près de 314 millions €), certains hôtels dépensent jusqu'à 15 millions \$ alors que la plupart de ces produits pourraient être cultivés sur place et achetés à un prix nettement inférieur.

Grâce à Helen's Daughters, les femmes peuvent non seulement avoir accès à l'agriculture numérique, mais elles deviennent aussi les étendards de l'agriculture moderne à Sainte-Lucie. Cette évolution est importante et contribuera

à changer la perception du secteur qui repose encore beaucoup sur le genre. De plus, cette initiative fait sens dans un pays comme Sainte-Lucie qui veut faire du tourisme le moteur de son économie tout en avançant dans une logique de développement durable. Le projet célèbre le mariage de la tradition et du moderne, dans l'agriculture et le tourisme, au bénéfice des deux secteurs. Il apporte également une solution au problème général de l'approvisionnement en produits alimentaires auprès des agriculteurs locaux, tout en mettant l'accent sur le groupe longtemps négligé des femmes.

L'accès des femmes des zones rurales aux TIC (Technologies de l'information et de la communication) est l'une des clés pour espérer réduire les inégalités dans le secteur agricole de l'île et, ainsi, ouvrir des perspectives inespérées pour Sainte-Lucie. ●

**À propos de l'auteur :**



**Keithlin Caroo** est née et a grandi dans une communauté agricole de l'île caribéenne de Sainte-Lucie. Elle occupe

actuellement la double fonction de (i) fondatrice et de présidente de Helen's Daughters, et (ii) travaille également au Département des affaires politiques des Nations Unies. <http://helensdaughters.org/>

Ci-dessus : une femme de Sainte-Lucie s'occupant de son jardin de laitue

# Donner aux agricultrices les moyens d'accéder à l'information pour s'émanciper

Dorothy Okello

En reconnaissant que les agriculteurs ougandais n'ont pas pleinement adopté les TIC, en particulier les femmes, WOUNNET s'emploie à mettre au point des approches sexospécifiques pour faciliter l'accès à des informations agricoles pertinentes et actualisées et à des outils numériques.

**E**n Ouganda, le secteur agricole emploie plus de 60 % de la population du pays et représente plus de 70 % des recettes issues de l'exportation. Il est, en outre, le principal fournisseur de matières premières aux entreprises liées à l'agriculture. Cependant, si la productivité est au rendez-vous, des efforts concertés doivent être menés pour réduire les inégalités entre genres. Cette réalité se traduit de manière statistique : seules 27 % des parcelles et 20 % des terres cultivées sont gérées uniquement par des femmes selon un rapport ONU Femmes de 2015. Ce déséquilibre s'étend également au domaine des technologies. WOUNNET (Women of Uganda Network, Réseau des femmes de l'Ouganda) précise que les agriculteurs ougandais n'ont toujours pas complètement apprivoisé une technologie – notamment les technologies de l'information et de la communication (TIC) les plus avancées – qui pourrait pourtant permettre d'améliorer la chaîne de valeur du secteur dans tous ses aspects. Dans ce groupe, les femmes sont encore défavorisées à cause d'obstacles liés aux croyances et normes culturelles.

Afin de s'attaquer à ces inégalités, WOUNNET travaille

*[...] la capacité des agriculteurs, et en particulier des agricultrices, à participer à la croissance du secteur agricole et à en tirer parti est liée à leur capacité à adopter de nouvelles pratiques et connaissances, y compris la technologie.*

avec des réseaux d'agriculteurs – composés à la fois de femmes et d'hommes selon un ratio 70/30 – pour faciliter leur accès à des informations pertinentes et actualisées sur l'innovation et les technologies dans le secteur. Ces précieux renseignements peuvent être, par exemple, relatifs aux dernières variétés de cultures introduites ou mises en avant par les organismes de recherche, ou aux bonnes pratiques en matière de commerce et d'agronomie. De plus, eu égard à la

situation des femmes, qui sont confrontées à de nombreuses barrières malgré leur importante contribution au secteur, WOUNNET a décidé d'opter pour une approche axée sur les questions de genre dans ses initiatives.

WOUNNET identifie dans un premier temps les contraintes : difficultés pour accéder aux ressources, notamment au niveau de la propriété foncière, manque de formation, financements insuffisants, accès limité ou nul à la technologie et ouverture réduite aux marchés et services de promotion. L'objectif est de briser, dès le départ, tous les préjugés et croyances qui empêchent l'émancipation des femmes dans le secteur. Par exemple, la GEM (Gender Evaluation Methodology, Méthodologie d'évaluation du genre) est à la fois un outil d'évaluation du genre et un manuel destiné à réduire les inégalités grâce à diverses technologies de diffusion de l'information.

Le modèle WOUNNET favorise les projets agricoles sensibles aux questions de genre et veille à ce que les femmes, qui représentent la majorité des salariés dans la production agricole, soient bien prises en compte. Ce modèle repose sur l'idée que les acteurs du secteur doivent impérativement avoir accès à des informations pertinentes et actualisées, avec deux aspects déterminants : qui peut accéder à ces informations et de quelle façon ? Dans cette optique, des partenariats multi-acteurs ont été conclus. Ils concernent plusieurs produits – riz et haricot mungo, niébé, graines de soja, arachide et sésame – et projets, dont :

- La mise en place d'un partenariat avec des institutions de recherche agricole afin de fournir des informations agricoles aux petites exploitantes du nord de l'Ouganda tout en expérimentant directement, à titre de projet pilote, des technologies agricoles innovantes, par exemple de nouvelles variétés de riz (narogram 1 & 2) et des cultures intercalaires avec du haricot mungo.
- Un projet EAAI (Enhancing Access to Agricultural Information, Amélioration de l'accès aux informations agricoles) reposant sur les TIC qui a pu voir le jour grâce au soutien du CTA. Il a débouché sur la création du Centre d'information de Kubere (KIC, Kubere Information Centre).
- Un partenariat avec l'Université de Makerere dans le but de mettre en œuvre un projet sur le renforcement de l'engagement de l'université et de la communauté agricole en faveur du développement durable (SUFACE, Strengthening University Farming Community Engagement for Sustainable Development). Le projet SUFACE a été conçu afin de développer un cadre opérationnel dans lequel des universités peuvent travailler conjointement avec les communautés locales. L'objectif commun est notamment d'améliorer la productivité et la

compétitivité de l'agriculture à petite échelle, ainsi que l'implication et l'impact des universités dans le domaine du développement agricole.

Ces initiatives ont toutes démontré que l'égalité hommes-femmes était essentielle à la conception de tels projets et pouvait garantir un impact positif à long terme, tant pour les bénéficiaires que pour les institutions.

Les divers projets menés par WOUGNET et ses partenaires ont permis à la fois une hausse de la production de variétés améliorées et le perfectionnement des agricultrices en matière de TIC. Les conclusions des récentes évaluations des projets ont mis en lumière ces progrès. En effet, les agricultrices ont affirmé être désormais beaucoup plus à l'aise avec les outils TIC qui les lient aux chercheurs et aux acheteurs. L'utilisation accrue des smartphones et des applications tarifaires expliquent en grande partie ces avancées. De plus, les agricultrices peuvent dorénavant produire elles-mêmes des semences de qualité grâce aux diverses formations reçues et renforcer leurs capacités afin, notamment, de réduire les pertes post-récolte. La combinaison de ces initiatives a engendré une hausse globale des revenus. Ainsi, beaucoup de ménages dirigés par des agricultrices ont vu leur niveau de vie sensiblement s'améliorer : ces femmes peuvent désormais subvenir à d'autres besoins essentiels, comme payer les frais de scolarité de leurs enfants.

Pour WOUGNET, la capacité des agriculteurs, et particulièrement des agricultrices, à participer à la croissance du secteur agricole et à en profiter est liée à :

- leur capacité à adopter de nouvelles pratiques et connaissances, notamment technologiques ;
- leur faculté à résoudre leurs problèmes ;
- leur propension à s'investir activement dans toutes les étapes clés des chaînes de valeur de l'agriculture.

Faciliter l'accès à l'information est fondamental dans la quête d'émancipation des femmes et, par extension, du développement des communautés. Afin d'y parvenir, les agriculteurs, hommes et femmes, doivent être connectés aux canaux de communication modernes qui permettent d'accéder aisément et gratuitement aux bonnes informations. Il faut aussi les encourager à profiter de ces circuits pour partager leurs expériences et savoir-faire. En résumé, l'accès à l'information et la création de savoir sont des leviers essentiels pour la transformation sociale et économique, en particulier dans le secteur agricole, où les nouvelles données stimulent l'innovation et permettent d'accroître la productivité. ●



#### À propos de l'auteur :



**Dorothy Okello** PhD est présidente de Women of Uganda Network (WOUGNET).

Dorothy est la toute première Femme numérique de l'année du continent africain. Elle a également remporté le prix Women Achievers en récompense de sa contribution à l'émancipation des femmes et des jeunes filles à travers la science et la technologie en 2012.  
<http://wougnet.org/home/>

#### Références

- <sup>1</sup> Banque mondiale, 2016, *L'agriculture : un moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté*, <https://bit.ly/2myYqqy>
- <sup>2</sup> Banque mondiale, 2016, *L'agriculture : un moteur de croissance et de lutte contre la pauvreté*, <https://bit.ly/2myYqqy>
- <sup>3</sup> ONU Femmes, 2015, *The cost of the Gender Gap in Agricultural Productivity in Malawi, Tanzania and Uganda*, <https://bit.ly/2MDRFDE>
- <sup>4</sup> The Digital Development Network, 2011, *Enhancing Access to Agricultural Information using ICTs in Apac*, <https://bit.ly/2uXGNV3>

# Leadership féminin à la tête de l'Organisation Panafricaine des Agriculteurs: stratégie intégrée de développement rural



**Fatma Ben Rejeb** est la CEO de l'Organisation panafricaine des agriculteurs (PAFO).

La PAFO est un réseau d'organisations paysannes de tout le continent africain, qui vise à améliorer la communication, la collaboration et le partage d'informations/de connaissances entre les parties prenantes. Elle est la première organisation paysanne à l'échelle du continent et constitue un instrument important pour associer directement les agriculteurs au programme africain de croissance et de développement. Fatma a discuté avec l'équipe d'ICT Update du travail de la PAFO concernant les femmes et la numérisation.

**Q Quelle est la place des femmes dans la vision de la PAFO (Pan-African Farmers' Organisation, Organisation panafricaine des agriculteurs) ?**

Comme vous le savez, les femmes constituent un acteur majeur dans la production et transformation agricoles en Afrique. Tous nos membres en sont conscients et ont des activités d'appui

pour les femmes productrices et transformatrices dans le secteur formel et informel.

La Constitution de la PAFO assigne aux femmes un siège au Conseil d'Administration de la PAFO. De plus, notre stratégie genre en appui aux femmes rurales a été définie de manière inclusive et a fait l'objet de larges consultations.

Avec un certain nombre de partenaires, nous organisons la mise en réseau de femmes entrepreneures et des rencontres avec des donateurs, investisseurs et fournisseurs de technologies. Nous élaborons aussi des projets de financement et approchons les donateurs.

Dans notre stratégie jeunes, nous avons aussi un nombre important de femmes jeunes actives dans le secteur agricole et rural.

**Q En tant que CEO de la PAFO, quels sont vos objectifs ?**

Mon but est d'amener le maximum de femmes à postuler aux postes de direction et renforcer leurs capacités managériales et de gestion. Il nous faut préparer le terrain pour la nouvelle génération dont un bon exemple est donné par l'EAF (Eastern African

Farmers Federation, Fédération des agriculteurs d'Afrique de l'Est) dont la présidente actuelle est une jeune femme, entrepreneure elle-même. Je compte sur elle et sur les femmes leaders au sein de tous les réseaux régionaux pour montrer la voie.

Bien que la plupart des fonctions de représentation et de leadership sont encore occupées par des hommes, les membres des organisations africaines soutiennent les femmes et les poussent à aller de l'avant. Cependant, les coutumes restent bien ancrées et il demeure difficile pour certaines femmes du monde rural de s'imposer en tant que leaders.

**Q Comment le numérique est-il intégré dans votre stratégie ?**

C'est évidemment une priorité. Nous travaillons en étroite collaboration avec le CTA et Agricornord sur les problématiques de développement rural intégré : aujourd'hui, on ne peut plus parler de développement durable sans intégrer la dimension numérique. Nous souhaiterions renforcer l'adoption de technologies d'information et communication et l'engagement dans la digitalisation d'un nombre croissant de femmes productrices et

transformatrices, ce qui leur permet d'optimiser la production, réduire les pertes post-récoltes et améliorer la mise en marché.

L'objectif est de connecter et de mettre en réseau tous les membres. Pour cela, la digitalisation demeure un outil majeur notamment pour accéder aux informations, aux statistiques, aux données sur les marchés, les prix, etc. Ensuite, différents partenariats doivent être étudiés et expérimentés. Les applications de drones dans les zones rurales en appui à des coopératives, se sont avérées très performantes. Par contre, il faut garder à l'esprit que plus de 80% des exploitations sont familiales et de petite taille. Nous devons prendre en compte cette réalité dans nos stratégies en proposant des solutions abordables.

Tous nos réseaux sont sensibilisés à la digitalisation. Nous plaçons pour l'appui à des projets de terrain qui soutiennent la digitalisation pour le développement agricole et qui considèrent la réalité des zones rurales.

**Q Avez-vous remarqué une différence quant au degré de maturité de l'adoption des outils numériques entre les hommes et les femmes dans l'agriculture ?**

Non, il n'existe aucune différence. Par contre, il faut savoir que le monde rural est divisé en trois catégories dont les rapports au numérique varient largement :

- les producteurs sans éducation formelle que nous devons aider avec un travail d'accompagnement. Pour les femmes, c'est encore un peu plus difficile car le poids des coutumes ou les difficultés financières de la famille les obligent souvent à arrêter prématurément leurs études. Mais pour tout ce qui touche au numérique, un accompagnement intensif est nécessaire pour les deux genres ;
- les diplômés : ils possèdent les connaissances et les compétences. Le défi réside dans la nécessaire création d'espaces et d'infrastructures pour les inciter à rester dans les zones rurales. Ils pourront ainsi faire vivre ces espaces et contribuer à leur développement ;
- les entrepreneurs dans les secteurs de production, transformation et services liés à l'agriculture: pour ce dernier groupe, dont certains ont largement réussi par leurs propres moyens, une mise à l'échelle ainsi qu'une adaptation des techniques à leur propre exploitation et entreprises est primordiale.

**Q Pouvez-vous nous donner des exemples de bonnes pratiques ou d'expériences inspirantes qui pourraient être étendues à travers la PAFO et les réseaux régionaux ?**

Nous repérons et documentons les réussites dans les différentes régions grâce aux Briefings continentaux. Nous cherchons ensuite des fonds pour la mise à l'échelle car les ressources sont insuffisantes au niveau des exploitations.

Voici quelques exemples d'expériences menées :

- En Afrique de l'Ouest, une jeune entrepreneure a lancé sa propre entreprise (Kati Farm) en Ouganda. Elle a d'abord développé des procédés pour mieux sécher le poisson avant de devenir une coopérative qui produit des saucisses de poisson aussi bien pour le marché national que pour l'export.
- En Afrique Centrale, une coopérative de femmes au Cameroun, la SOCOOPMATPA, travaillait dans les produits transformés du manioc. Grâce au consortium de partenariat entre la PAFO, le CTA et Agricorn, et après un travail pour améliorer la qualité, cette coopérative a signé des protocoles avec des chefs cuisiniers qui utilisent désormais les produits du manioc transformé dans leurs restaurants et hôtels.
- En Afrique de l'Ouest, la recherche scientifique a soutenu des femmes transformatrices du soja en lait pour développer un procédé permettant de conserver le lait durant 6 mois.
- En Afrique Australe, Lakeshore Agro-Processing Enterprise (LAPE) au Malawi est géré par une jeune femme qui travaille dans la transformation agricole (tournesol, soja, manioc).
- En Afrique du Nord, plusieurs femmes entrepreneurs sont chefs d'exploitations agricoles ou d'entreprises de transformation en Tunisie. De plus, plusieurs coopératives de femmes au Maroc travaillent dans la transformation de l'huile d'argan.

Ces exemples doivent nous inspirer, nous devons les valoriser et les capitaliser. Je pense notamment à « Access Agriculture ». Ils nous ont montré que l'on pouvait faire beaucoup même avec un budget limité, grâce à des petits films de 3, 4, 5 minutes, qui sont aujourd'hui traduits dans plusieurs langues locales. C'est extraordinaire ! Mon défi est de mettre en place ce type de communication au sein de la PAFO

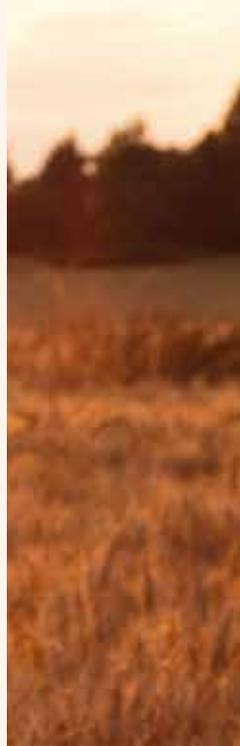
en renforçant nos espaces de *knowledge mangement* (gestion des connaissances). Aujourd'hui, il suffit d'une petite batterie et d'un linge blanc pour diffuser une vidéo dans un village situé en zone rurale avec un « smart projector ». Les bailleurs de fonds ne sont pas au fait de tout ce qui est réalisé. Promouvoir les expériences menées sur le terrain par la vidéo, c'est un très beau moyen de les mettre en valeur.

**Q Selon vous, quel est le plus grand défi pour les femmes dans l'agriculture ?**

De l'éducation à la formation, en passant par l'accès aux moyens de production, à la terre, à l'eau, aux finances, tout est difficile pour la femme.

Faire 10 km par jour pour chercher de l'eau, ce n'est pas une vie décente ! Dans le cadre du CAADP (Comprehensive Africa Agriculture Development- Programme, Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine) depuis Maputo (2003) à Malabo (2014) les chefs des Etats Africains ont promis de consacrer 10% de leur budget à l'agriculture mais seules les grandes infrastructures en profitent. Les investissements pour le développement rural sont indissociables de l'agriculture. Il ne s'agit pas simplement de construire des routes, mais bien de garantir un mode de vie décent, notamment pour les femmes pour lesquelles les inégalités perdurent dans l'accès à la terre, à l'éducation, à la santé de plus de la pénibilité de leurs tâches. C'est pourquoi nous avons besoin d'une société civile solide et vigilante qui veille à l'inclusion des femmes, mais cette société civile, même avec beaucoup de bonne volonté, ne peut malheureusement pas se substituer à l'Etat. ●

*Nous plaçons pour un accompagnement des projets locaux qui soutiennent la digitalisation pour le développement agricole et qui prennent en compte les réalités des zones rurales.*



# Resources



## Gender and ICTs : Mainstreaming gender in the use of information and communication technologies for agriculture and rural development

La FAO a publié un rapport qui examine les avantages des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour les hommes et les femmes travaillant dans le secteur agricole et en zones rurales. Le rapport analyse les défis qui doivent encore être surmontés et propose des recommandations.

<https://bit.ly/2ERvYMw>

## Running out of time : The reduction of women's work burden in agricultural production

Cette publication de la FAO décrit le rôle que les femmes jouent en tant qu'agricultrices, pêcheuses, habitantes des forêts et/ou éleveuses de bétail. Afin de remédier à la faible utilisation des technologies par les femmes, l'ouvrage propose des approches de développement qui encouragent une plus grande implication des acteurs clés au niveau national.

<https://bit.ly/2zHrYt3>

## Value4Her : renforcer les entreprises agricoles dirigées par des femmes dans les pays ACP

VALUE4HER est un programme qui vise à renforcer la valeur des entrepreneures agricoles en améliorant leur accès au marché, leurs connaissances, leurs compétences et leurs réseaux. Il entend également renforcer les actions de plaidoyer au niveau mondial afin de faire tomber les entraves majeures à l'émancipation des femmes dans l'agriculture.

<https://bit.ly/2EaALYk>

## Sizing the mobile gender gap

Le Mobile Gender Gap Report, publié par la GSMA en 2018, se penche sur l'accès et l'utilisation des technologies mobiles dans les pays à revenus faibles à moyens, en vue de « réduire les différences de genre dans l'accès à l'Internet mobile et la fourniture de services d'argent mobile et d'ouvrir des débouchés commerciaux importants

pour l'industrie mobile, tout en apportant un avantage socioéconomique aux femmes. »

<https://bit.ly/2kOr8D0>

## Réduire la fracture numérique : 5 leçons sur l'engagement des femmes rurales grâce à la téléphonie mobile

Cet article décrit cinq enseignements pour atteindre les femmes grâce à la technologies mobiles.

<https://bit.ly/2AL7sHJ>

## Going Digital : Sustainable Development for Women in Agriculture

Dans cette vidéo à l'occasion des Journées européennes du développement 2018, le CTA et ses partenaires débattent du thème majeur de l'accès des femmes à la numérisation de l'agriculture, ainsi que de leur utilisation et participation à l'agriculture numérique.

<https://bit.ly/2BONgXj>

## No Ceilings : The Full Participation Project

La Bill & Melinda Gates Foundation et la No Ceilings initiative of the Bill, Hillary & Chelsea Clinton Foundation ont recueilli et analysé les avancées réalisées en faveur des femmes et des jeunes filles durant vingt ans (1995 – 2015), ainsi que les lacunes qui demeurent.

L'ouvrage propose une carte interactive avec des visualisations des données mondiales relatives aux femmes et aux jeunes filles durant cette période. En sélectionnant divers indicateurs sur les six thèmes, il est possible de mesurer les progrès et les revers dans les différents pays.

Cartes interactives :

<https://bit.ly/2zCgiYI>

Rapport complet :

<https://bit.ly/2FWhOdw>

## Genres et données ouvertes : existe-t-il une application pour cela ?

Cet article d'ICT Update publié en 2017 examine l'importance de la ventilation

des données ouvertes en fonction du genre. Il insiste sur la division du terme « citoyen » en sous-catégories genrées en ce qui concerne la voix et la participation, et pour que les efforts de réponse aux inégalités d'accès à l'information aillent de pair avec les efforts de réponse aux inégalités d'autonomisation

<http://ictupdate.cta.int/2017/03/06/genres-et-donnees-ouvertes-existe-t-il-une-application-pour-cela/?lang=fr>

## Les données ouvertes fonctionnent-elles pour les femmes en Afrique ?

Ce rapport de la World Wide Web Foundation « cartographie l'état actuel des données ouvertes pour les femmes en Afrique, en présentant les contributions de la recherche pour le Nigeria, le Cameroun, l'Ouganda et l'Afrique du Sud, avec des données complémentaires d'une étude d'experts dans 12 pays du continent. »

<https://bit.ly/2NTBLI7>

## The gender and open data intersection

Dans cette vidéo, Ana Brandusescu, de la World Wide Web Foundation, débat des données ouvertes au travers du prisme du genre, et se penche sur l'état des lieux, les défis et les recommandations qui permettront d'aller de l'avant sur cette question.

<https://bit.ly/2BMFJbs>

## Catalyser Les Connaissances Pratiques Pour Rendre L'agriculture Accessible Aux Femmes Dans Les Pays ACP

Ces contributions des partenaires et experts aux éclairages clés synthétisent les enseignements tirés de ce qui fonctionne réellement pour l'agriculture de nouvelle génération dans les pays ACP ainsi que pour les pratiques et politiques de développement rural. L'atelier a abouti à une série de publications visant à engager et à informer les politiques et les praticiens.

<https://bit.ly/2ARvIb3>